

Demande déposée le : 09/08/2010 Complétée le :		Dossier numéro : PC1106910R0151
Par :	CENTRE HOSPITALIER NUYTTEN BERNARD	Surfaces hors œuvre : Brute : Nette : 62872 m²
Demeurant :	ROUTE DE SAINT HILAIRE 11003 CARCASSONNE CEDEX 9	POS/PLU : III NAa
Représenté par :		Destination : <b>CONSTRUCTION DU NOUVEL HOPITAL DE CARCASSONNE SUR LE SITE DE MONTREDON</b>
Sur un terrain sis à :	<b>1060 CHEMIN DE CHRISTOL LA MADELEINE</b>	
Référence parcellaire :	LZ 0023 MN 0002 MN 0017 MN 0018 MN 0021 MN 0023 MN 0025 MN 0026	

**LE MAIRE DE CARCASSONNE**

Vu la demande de Permis de Construire susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, et R 421-1 et suivants,

Vu le plan d'occupation des sols approuvé le 8.09.1983, révisé le 14.03.1997 et mis en révision le 11.03.2002,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 février 2009 portant autorisation pour le projet de construction du Pôle Santé, site de la madeleine à Montredon,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2 en date du 23 juin 2008 portant sur la réalisation d'une voie de contournement,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°4 en date du 26 juillet 2010 portant sur le projet d'aménagement pluvial du ruisseau de Saint Martin et portant approbation du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'Utilité Publique, et notamment l'étude d'impact qui l'accompagne,

Vu le permis d'aménager n° 1106908R0004 en date du 11 septembre 2008 pour la consultation de trois lots, dont le lot destiné à recevoir le nouvel hôpital de Carcassonne sur le site de la Madeleine à Carcassonne,

Vu le permis d'aménager modificatif n°1106908R00041 en date du 9 novembre 2010 pour les réalisation de travaux de terrassement et d'exhaussement d'une hauteur supérieure à 2 mètres,

Vu le certificat de viabilisation fourni en date du 28 juillet 2010 par le Centre Hospitalier,

Vu le récépissé de dépôt en Préfecture de l'Aude en date du 3 août 2010 d'un dossier d'installation classée,

Vu les articles R 123-13 et R 123-22 du C.C.H. relatif à la protection des usagers dans les locaux recevant du public,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 29 septembre 2010 de la S/Commission Départementale d'accessibilité,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 10 novembre 2010 de la S/Commission Départementale Incendie et Panique,

DATE: 22/12/11

Secrétariat de Direction

DATE	POUR AVIS	DATE PAR	DATE PAR	POUR AVIS	DATE PAR
22/12/11					
m'ou l'ou ren'					
A CLASSER			REF: 1106908R00041		



Vu la délibération n°16 de la Communauté d'Agglomération du Carcassonnais (CAC) en date du 4 mars 2009, relative à l'harmonisation de la participation pour raccordement à l'égout, sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération du carcassonnais,

Vu l'avis favorable avec réserves reçu en Mairie le 22 septembre 2010 de la Communauté d'Agglomération du Carcassonnais (Pôle technique),

Vu l'attestation de libération des terrains en date du 25 avril 2008 concernant : « Pôle Santé - Nécropole »,

Vu l'attestation de libération des terrains en date du 25 avril 2008 concernant : « Pôle Santé - Habitat »,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 1<sup>er</sup> octobre 2010 de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Languedoc-Roussillon, Service Régional d'Archéologie,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 10 septembre 2010 de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE Languedoc-Roussillon de l'Aude,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 20 septembre 2010 de ERDF,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 27 septembre 2010 de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de l'Aude (DDCSPP), Service Protection des Populations, Unité Sécurité Alimentaire du Consommateur,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 21 septembre 2010 de l'Agence Régionale de la Santé (ARS),

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 27 septembre 2010 de la Direction Départementale des territoires et de la Mer (DDTM), Subdivision Aménagement Carcassonne Lauragais, Bases Aériennes,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 5 octobre 2010 de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC),

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R.111-2,

Vu l'arrêté préfectoral n°2001-3328 du 15 octobre 2001 portant prescription de la révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Carcassonne, approuvé par arrêté préfectoral n°2000-1260 du 31 mars 2000,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 8 novembre 2010 de la Direction Départementale des territoires et de la Mer, Unité Connaissances des Risques,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article R.122-6,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 10 novembre 2010 de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer,

Vu l'avis favorable avec réserves en date du 23 novembre 2010 de la Communauté d'Agglomération du Carcassonnais, Régie Agglo'Bus,

Vu l'avis avec réserves en date du 25 août 2010 du SMICTOM,

Vu l'avis en date du 6 octobre 2010 du CAUE,

Vu l'avis en date du 25 août 2010 du Service Départemental d'Architecture et du Patrimoine de l'Aude,

Vu l'avis favorable en date du 19 septembre 2010 de la Direction Départementale des Routes et des Transports,

Vu l'avis favorable en date du 14 septembre 2010 de France Telecom,



Vu l'avis favorable en date du 30 septembre 2010 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement LR, Service Biodiversité Eau Paysage,

Vu l'avis favorable en date du 23 septembre 2010 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement LR, Unité Territoriale Aude,

Vu l'avis réputé favorable de la délégation territoriale de la SNCF de l'immobilier,

Vu l'avis réputé favorable de GRDF,

Vu l'ensemble du dossier qui l'accompagne,

Considérant du point de vue de l'urbanisme que rien ne s'oppose à l'opération envisagée,

## **ARRETE**

**ARTICLE UN : Les travaux décrits dans la demande susvisée, sont autorisés, assortis des prescriptions ci-après :**

### **ARTICLE DEUX : ACCESSIBILITE**

Se conformer strictement aux prescriptions jointes en annexe

### **ARTICLE TROIS : SECURITE INCENDIE**

Se conformer strictement aux prescriptions jointes en annexe

### **ARTICLE QUATRE : ERDF**

Cette opération nécessite la création de plusieurs postes de distribution privés sur le terrain d'assiette de l'opération.

Le maître d'ouvrage de l'opération devra se rapprocher d'ERDF afin de définir l'emplacement des postes de transformation.

Voir avis ci-joint en annexe.

### **ARTICLE CINQ : DIRRECTE**

Se conformer strictement aux prescriptions jointes en annexe.

### **ARTICLE SIX : DDTM UNITE CONNAISSANCES DES RISQUES**

Voir avis ci-joint en annexe

### **ARTICLE SEPT : CAC**

Le présent projet est soumis au versement de la Participation pour Raccordement à l'Egout de l'Ordre de 20 € par m<sup>2</sup> de SHON (avec application d'un coefficient pondérateur de 0,66 ) soit : 829 910,40€.

Se conformer strictement aux prescriptions jointes en annexe.